

**REPONSE A LA CONSULTATION ARCEP SUR LES
SPECIFICATIONS DES OBLIGATIONS DE
COMPTABILISATION DES COUTS ET DES REVENUS
POUR LES OPERATEURS MOBILES**

25 JANVIER 2010

1	Synthèse.....	3
2	Objectifs et contexte	4
2.1	Contexte	4
2.2	Objectifs dans la nouvelle référence.....	5
2.3	Méthodologie globale ARCEP	5
2.4	Calcul de la TA SMS.....	7
3	Mise en œuvre proposée	8
3.1	Considérations sur l'alignement entre coûts comptables et coûts modélisés	8
3.1.1	Alignement des coûts totaux.....	8
3.1.2	Alignement des coûts ventilés aux macroéléments	8
3.1.3	Alignement des coûts unitaires	9
3.2	Proposition d'une méthodologie alternative	9
4	Commentaires sur les évolutions par rapport à la spécification n°07-012811	
4.1	Périmètre des coûts réglementaires	11
4.1.1	Assiette de rémunération du capital	11
4.1.2	Retraitements de l'assiette de revenus	12
4.2	Allocation des coûts	12
4.2.1	Règles de classification	12
4.2.2	Etapas d'allocation	12
4.2.3	Règles d'allocation	13
4.3	Restitution des coûts.....	15
5	Annexe 1 : Nomenclature proposée pour les coûts de réseau	16
6	Annexe 2 : Nomenclature proposée pour les coûts hors réseau	18

1 Synthèse

Dans un contexte marqué par une baisse significative de la terminaison d'appel vocal et, en conséquence, par une diminution de l'impact économique pour les opérateurs mobiles, Bouygues Telecom dresse le constat selon lequel les obligations de comptabilisation des coûts et des revenus devraient être simplifiées afin d'alléger ou, pour le moins, ne pas accroître la charge que représente annuellement l'élaboration des comptes réglementaires.

Cependant, le passage au 1er juillet 2009 à la référence au coût incrémental implique un effort important pour faire évoluer et améliorer le modèle technico-économique, ceci afin de valider la pertinence des résultats obtenus par ce modèle. Cet effort implique la mobilisation de compétences en ingénierie de réseau et dans le domaine de la comptabilité et du contrôle financier de l'entreprise.

Le schéma d'évolution des obligations de comptabilisation des coûts et des revenus doit pouvoir concilier ces deux objectifs : maintenir constante la charge que représente la production des comptes réglementaires tout en consacrant un effort important à l'évolution du modèle technico-économique.

Or le projet de décision mis en consultation alourdit les spécifications comptables actuelles sans pour autant que ce surcroît de complexité et de production des comptes complémentaires n'améliore la pertinence du résultat obtenu pour le coût incrémental. La méthodologie proposée par l'Autorité, séduisante en théorie, impose en pratique un renforcement disproportionné des obligations faites aux opérateurs.

Bouygues Telecom propose donc une méthodologie alternative, visant également à l'atteinte des objectifs de la comptabilisation des coûts, mais respectueuse du principe de proportionnalité car elle exploite :

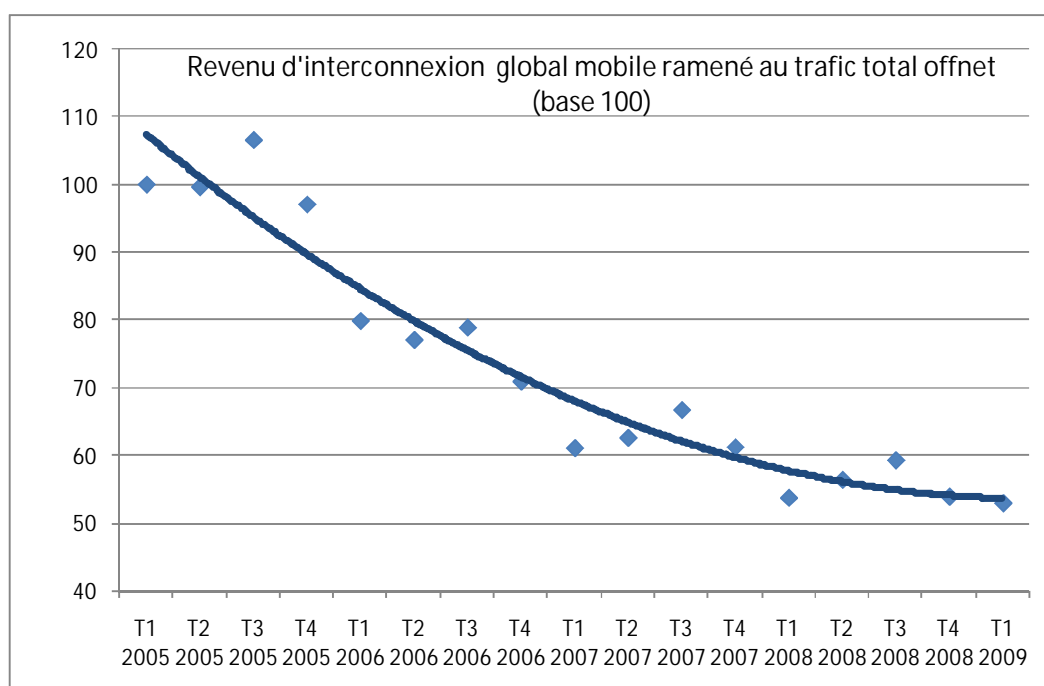
- ⌚ le fait que le passage à la référence incrémentale rend la restitution de certains éléments comptables caduque,
- ⌚ la mutualisation possible des travaux d'allocation des coûts entre les deux modèles.

Dans le cas où l'Autorité opterait in fine pour la méthodologie proposée dans la consultation, Bouygues Telecom ne pourra produire les éléments de restitution issus du modèle comptable. En effet la production de ces éléments, parallèlement à la mise en œuvre du modèle technico économique, n'est matériellement pas possible compte tenu du plan des charges des équipes présentant les compétences nécessaires.

2 Objectifs et contexte

2.1 Contexte

Compte tenu du mouvement de baisse du niveau de la terminaison d'appel, son impact sur le chiffre d'affaires et le résultat des opérateurs a considérablement reculé. Le graphique suivant montre le revenu d'interconnexion du marché de gros mobile ramené au volume de trafic off-net, selon l'Observatoire trimestriel des services de télécoms.¹



Par ailleurs, le niveau de terminaison d'appel atteint aujourd'hui ne constitue plus un obstacle majeur à l'innovation commerciale des acteurs et notamment au développement des offres avec une plage d'appels illimités comme en témoigne le développement croissant de ce type d'offres.

Dans ce contexte de diminution des enjeux, l'obligation de comptabilisation des coûts et des revenus doit être progressivement adaptée afin de conserver le caractère proportionnel de cette obligation.

Par ailleurs Bouygues Telecom partage la position de l'Autorité visant à entreprendre un travail important d'évolution et d'amélioration du modèle technico-économique. Des compétences spécifiques doivent y être consacrées par les opérateurs et par le régulateur. Il paraît dès lors raisonnable d'envisager une décroissance des obligations relatives aux spécifications comptables, afin de maintenir la charge totale constante.

¹ L'ARCEP précise dans l'Observatoire que volumes et revenus d'interconnexion sont établis sur des périmètres différents si bien que leur rapprochement en vue d'une estimation du prix moyen est inapproprié. Nous considérons ici simplement la tendance observée en base 100 afin d'illustrer le propos.

2.2 Objectifs dans la nouvelle référence

Le projet de décision rappelle que les obligations comptables visent à donner à l'Autorité :

- a d'une part, une connaissance fine et fiable des coûts des opérateurs, notamment afin de lui permettre de mettre en œuvre, le cas échéant, un encadrement tarifaire reflétant les coûts pertinents pour les marchés régulés concernés (objectif 1) ;
- a d'autre part, les moyens de vérifier la mise en œuvre de l'obligation de non-discrimination et l'absence de subventions croisées abusives sur les marchés régulés concernés par cette obligation (objectif 2).

Sur le premier point, Bouygues Telecom observe que le coût incrémental constitue dorénavant la référence de coût pertinente pour l'établissement de l'encadrement tarifaire.

Sur le second, nous estimons que l'objectif de vérification du respect de l'obligation de non-discrimination doit être réexaminé dans la perspective d'une orientation vers un coût incrémental « efficace » calculé à l'aide d'un modèle technico-économique. En effet la fixation d'un tarif à un coût « générique », c'est-à-dire différent du coût réellement encouru par l'opérateur, rend arbitraire le calcul de transferts internes ou de subventions croisées entre produits.

Bouygues Telecom souhaite vivement insister sur le fait que la régulation en général, et la spécification de comptabilisation des coûts en particulier, doit satisfaire au principe de proportionnalité. Or l'imposition de la spécification faisant l'objet du projet de décision permet l'atteinte des objectifs 1 et 2 mais ne respecte manifestement pas le principe de proportionnalité :

- a le projet de décision comporte un alourdissement notable des obligations portant sur le modèle comptable,
- a des travaux de grande ampleur devront être menés en parallèle afin de fiabiliser le modèle technico-économique exécutant le calcul du coût incrémental.

L'attention de l'Autorité doit être attirée sur le fait que la somme des deux efforts à mener de front, afin de satisfaire aux mêmes objectifs qu'auparavant, est disproportionnée dans un contexte de réduction des enjeux économiques.

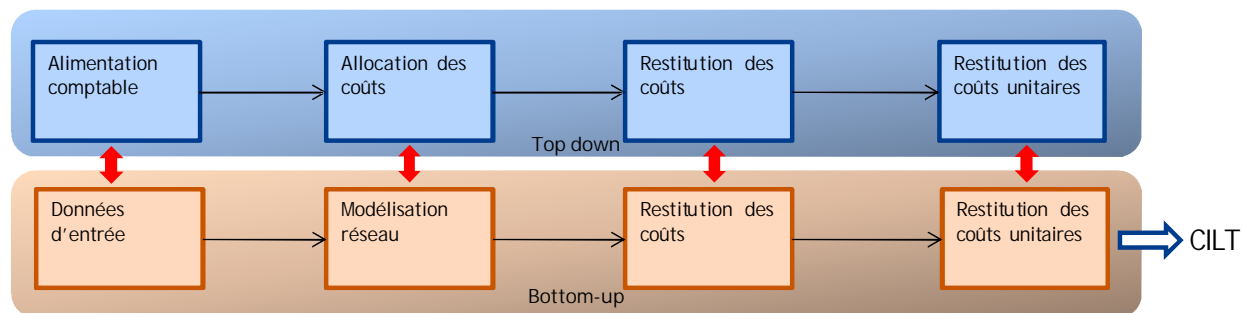
2.3 Méthodologie globale ARCEP

Nous comprenons que l'approche de l'Autorité consiste au renforcement des obligations sur les spécifications comptables, combiné à un exercice de fiabilisation du modèle technico-économique : deux processus sont déroulés parallèlement.

Afin de produire une référence pertinente et fiable, les résultats du modèle technico-économique sont alignés à plusieurs niveaux avec les données comptables :

- a l'actualisation des données annuelles permet de comparer certaines données d'entrée ou de sortie (demande, inventaire, tendance de PU, paramètres techniques),
- a les coûts de production (restitués dans la structure imposée),
- a les coûts réseau ventilés aux macroéléments,

a les coûts unitaires complets des prestations.

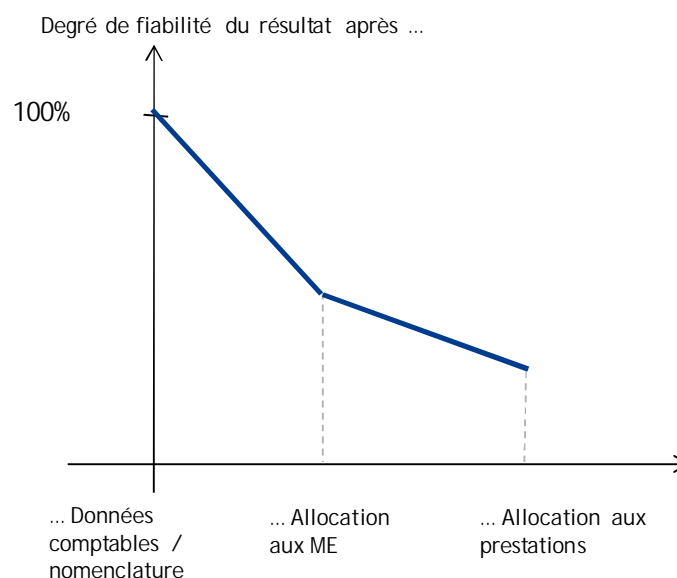


La fiabilité du coût incrémental en sortie du bottom-up dérive dans ce système à « double chaîne » de l'alignement cumulatif à chaque niveau d'analyse :

- a les coûts totaux réseau (le périmètre commun des deux modèles),
- a les coûts des fonctionnalités réseau : signalisation, joignabilité et transport,
- a les coûts unitaires de toutes les prestations réseau.

Le niveau de coût obtenu sera jugé fiable si et seulement si les alignements cumulés sont constatés à tous les niveaux. Si ce n'est pas cas, ce mécanisme impose d'établir les alignements cumulés, au fil des années, en jouant sur les nombreux paramètres articulant le modèle technico-économique ou en affinant encore le formalisme de restitution des coûts comptables

Cette complexité excessive n'apporte nullement la garantie d'une référence fiable en sortie du modèle car le degré d'incertitude sur les résultats croît à chaque étape d'allocation.



La source d'information la plus fiable connue est celle issue de la comptabilité sociale car elle est certifiée par les commissaires aux comptes. Tandis que la transposition dans la nomenclature est sans perte d'information comptable, les mécanismes successifs d'allocation des coûts, aussi pertinents soient-ils, introduisent progressivement une incertitude croissante sur la fiabilité du résultat (que le projet de décision tente de résorber en précisant les règles d'allocation). En

définitive l'alignement entre modèles comptable et technico-économique à ces différents niveaux ne donne aucune garantie d'obtenir un résultat fiable, tout en étant très complexe. En cela, nous estimons que l'approche de l'Autorité est inefficace et doit être rejetée.

Les efforts nécessaires à l'implémentation de cette méthodologie sont vraisemblablement inefficaces et disproportionnés au regard des objectifs à atteindre.

2.4 Calcul de la TA SMS

Comme Bouygues Telecom a eu l'occasion de le souligner dans sa réponse à la consultation de décembre 2009 portant sur l'analyse de marché SMS, le dynamisme des offres de détail en métropole (généralisation des offres comportant des SMS illimités) montre l'absence de dysfonctionnements sur ce marché. Si l'Autorité décidait toutefois de continuer à réguler le marché SMS, à contre courant du consensus européen, Bouygues Telecom estime absolument nécessaire de maintenir un prix plancher afin de contrôler l'emballement des SMS non sollicités (SPAM).

En effet deux approches sont possibles :

- a la poursuite d'une orientation vers les coûts complets c'est-à-dire vers un niveau très inférieur à 1c€ ;
- a la préservation des caractéristiques actuelles de l'usage SMS qui est perçu comme un canal de communication pour un usage personnel, urgent et non intrusif et qui bénéficie d'une excellente image auprès des consommateurs.

Bouygues Telecom est d'avis que ces deux objectifs ne peuvent être poursuivis simultanément car une baisse vers un niveau inférieur à un seuil estimé aujourd'hui à 1c€ provoquera avec certitude un développement incontrôlable du phénomène de SPAM qui portera fortement atteinte à la qualité de service perçue par les consommateurs.

Nous estimons qu'il faut au contraire protéger ce canal et limiter la baisse de la terminaison d'appel à ce seuil. Dans cette perspective, l'estimation de son coût complet n'est plus nécessaire.

3 Mise en œuvre proposée

En remarque liminaire, Bouygues Telecom considère que le calcul du coût incrémental au sens strict de la Recommandation ne peut pas être exécuté par le modèle comptable. Seul le modèle technico-économique permet d'établir cette référence, ainsi il doit tenir une place importante et croissante dans le processus d'établissement de la terminaison d'appel.

3.1 Considérations sur l'alignement entre coûts comptables et coûts modélisés

3.1.1 Alignement des coûts totaux

L'alignement des coûts totaux dans la structure des coûts de production listés en figure 10 du projet de décision paraît sous-dimensionnée. L'Autorité identifie une structure de coût assez « lâche » en amont pour concentrer son analyse sur les résultats intermédiaires et aval de l'allocation. Nous pensons au contraire qu'il faut accroître la précision demandée à ce niveau amont, afin d'aligner finement les coûts totaux avec la structure du bottom-up, qui contient une centaine de postes. L'annexe 1 rappelle la nomenclature proposée par Bouygues Telecom en réponse à une sollicitation récente de l'Autorité, calquée sur la structure de la décision n°07-0128.

Nous regrettons que cette structure, point absolument essentiel des anciennes spécifications, n'apparaisse plus dans le projet de décision, et proposons à l'Autorité de la réhabiliter.

Le remplissage de cette nomenclature, associée à la restitution annuelle sur les données d'actualisation du bottom-up, constitue un outil puissant et simple à mettre en œuvre. La qualité et la précision de cette nomenclature constituent le levier le plus important pour assurer la fiabilité du calcul du coût incrémental. Elle assure la comparaison à un niveau global des grandes masses de coûts mais également à un niveau fin pour contre-réagir sur le design du bottom-up.

A cette fin le respect du principe d'harmonisation comptable doit être recherché : la définition exacte de l'assiette de rémunération du capital ou toute précision sur le périmètre de coût doit être spécifiée avec la plus grande précision dans la décision.

3.1.2 Alignement des coûts ventilés aux macroéléments

Dans le cadre de son analyse multidimensionnelle des coûts, l'Autorité juge nécessaire de fournir l'allocation des coûts comptables aux macroéléments.

Bouygues Telecom ne perçoit pas en quoi cette obligation permet de répondre à l'objectif 1.

Nous observons que l'allocation des coûts aux fonctionnalités joignabilité et signalisation est réalisée dans le modèle technico-économique d'une façon très cohérente avec celle développée dans le modèle comptable de Bouygues Telecom. Nous proposons donc de n'implémenter cette allocation qu'au sein du modèle technico-économique, ce qui permet de rationaliser l'effort à fournir

pour établir la référence pertinente tout en s'exonérant du respect du principe d'harmonisation comptable.

Cela signifie en pratique que les fiches 2 ne sont plus obligatoirement restituées.

3.1.3 Alignement des coûts unitaires

Il convient de remarquer que l'alignement au niveau des coûts unitaires n'est pas nécessaire pour atteindre les objectifs de la régulation.

D'une part, nous avons vu que l'objectif 2 (séparation comptable) ne fait plus sens en référence incrémentale. Dès lors, la restitution des coûts de l'ensemble des prestations non régulées ne paraît dorénavant plus obligatoire. Seul le calcul du coût de la prestation de terminaison d'appel est impératif.

D'autre part, le coût incrémental de la prestation de terminaison d'appel se calcule comme la différence entre deux coûts totaux de réseau, ramenés au volume de l'incrément. Il est indépendant des règles d'allocation (facteurs de routage pondérés par la demande) permettant d'établir le coût complet unitaire. La recherche de l'objectif 1 (pertinence des coûts), n'impose donc pas stricto sensu le calcul du coût unitaire et par conséquent son alignement avec les résultats de l'allocation des coûts comptables.

Toutefois les facteurs de routage structurent le dimensionnement du réseau dans le modèle bottom-up ainsi que son coût total, et doivent donc faire l'objet d'une vérification approfondie. Cette vérification impose que les règles d'ingénierie à appliquer au modèle générique soient pertinentes, mais non que les coûts complets restitués par le système comptable et par le modèle technico-économique soient équivalents (alignement des coûts unitaires).

Nous suggérons donc que les fiches 3 et 5 ne soient plus obligatoirement restituées, et qu'en particulier les facteurs de routage « comptables » ne soient plus calculés.

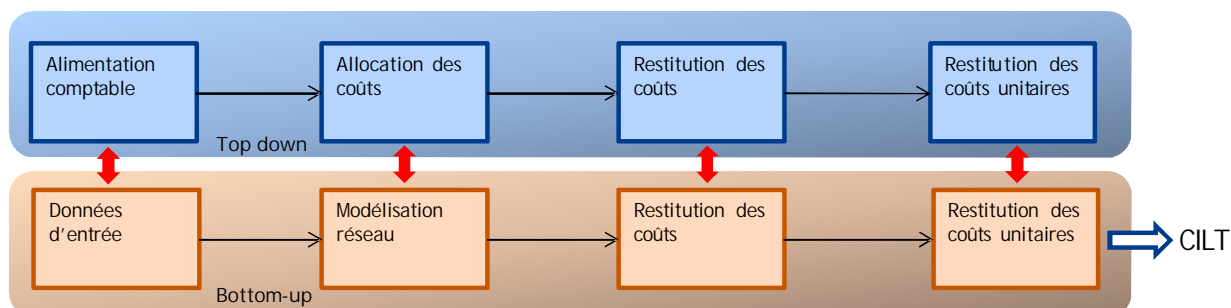
3.2 Proposition d'une méthodologie alternative

Le projet actuel s'appuie sur un renforcement des moyens de contrôle. La complexification croissante du modèle comptable, qui vise à une meilleure comparabilité des restitutions, se traduit inévitablement par un risque accru d'erreur, ce n'est donc pas un moyen efficace de garantir la fiabilité des données restituées. En revanche, la « spécialisation » des tâches à exécuter dans chaque modèle semble davantage à même de répondre à l'objectif 1 tout en respectant la nécessaire proportionnalité des moyens :

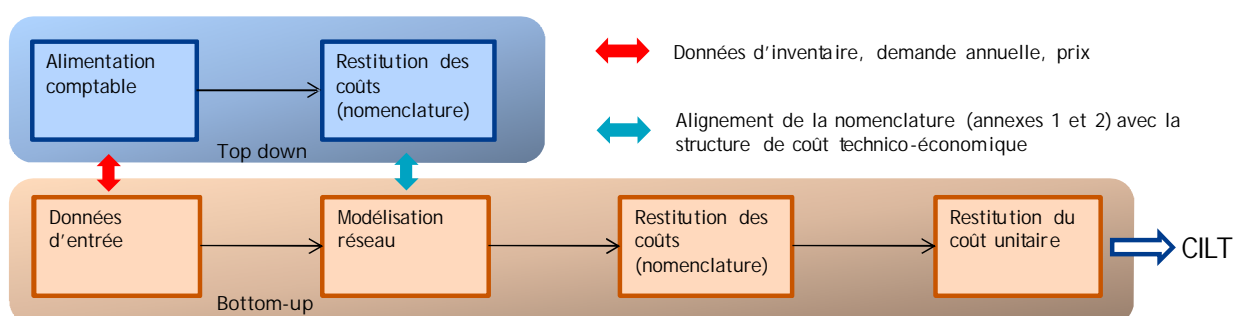
- α classification des coûts comptables dans la nomenclature commune présentée dans le projet,
- α allocation et restitution normalisées des coûts dans le modèle technico-économique.

La figure suivante rappelle la méthodologie ARCEP et illustre le modèle proposé.

Méthodologie « ARCEP »



Méthodologie proposée par Bytel



La méthodologie proposée vise à éliminer les étapes non utiles au calcul strict du coût incrémental ou au contrôle efficace de ce calcul et s'articule autour de deux axes :

- à la « double chaîne » nous substituons une chaîne unique exécutée par le modèle technico-économique,
- l'alignement entre les modèles se fait en un point unique (alignement de la nomenclature) à un degré de certitude maximal sur les données comptables, en amont de la chaîne.

En complément, le tableau ci-dessous indique de façon synthétique le partage souhaitable des fonctions entre les deux modèles

Item	Modèle top-down	Modèle bottom-up
Calcul de l'assiette de rémunération du capital	X	X
Méthode de valorisation des actifs	X	X
Passage des comptes sociaux à l'assiette réglementaire	X	
Evolution de la norme comptable	X	
Déversement des coûts de production dans la nomenclature du projet (§B.1.1)	X	X
Allocation des coûts totaux aux services		X
Allocation des coûts réseau aux fonctionnalités		X
Allocation des coûts totaux aux prestations		X
Calcul du coût incrémental		X

Autrement dit:

- a Les comptes ne sont plus individualisés dans le modèle comptable mais dans le modèle technico-économique.
- a Les données comptables sont transmises dans le format proposé en annexe 1 qui est directement comparable avec la structure de coût modélisée dans le bottom-up. L'alignement peut être complété par les données d'actualisation du bottom-up (inventaire, volumes annuels). Afin de préciser une éventuelle prise en compte des coûts communs, les autres coûts de production, commerciaux et communs sont fournis dans le format historique et rappelé en annexe 2.
- a La restitution du coût du capital, des dotations aux amortissements et des charges d'exploitation en fonction des postes de coûts, aux formats des annexes 1 et 2, doit continuer d'être fournie par le modèle comptable afin:
 - o de valider que le modèle technico-économique calcule, pour les différentes natures de dépenses (investissement et exploitation), un montant cohérent avec les coûts réels,
 - o en cas de divergence entre coûts comptables et coûts modélisés, la granularité demandée permet d'identifier la source de l'erreur.
- a Les nombreuses précisions sur le mécanisme d'allocation des coûts aux macroéléments ou aux prestations sont caduques, et l'effort doit dorénavant être fourni sur le calcul des facteurs de routage qui servent au dimensionnement du modèle bottom-up.
- a La restitution aux formats des fiches 1, 2, 3, 5, qui fournit des données inexploitable en référence incrémentale, ne doit plus être exigée dans les spécifications comptables
- a En complément de la restitution ci-dessus et à la lumière d'éventuelles divergences de coûts constatées, un travail de validation des paramètres de dimensionnement du réseau modélisé doit être entrepris.

4 Commentaires sur les évolutions par rapport à la spécification n°07-0128

4.1 Périmètre des coûts réglementaires

4.1.1 Assiette de rémunération du capital

Le calcul de l'assiette du coût du capital fait l'objet de trois évolutions dans le projet de décision :

- a l'intégration des immobilisations faisant l'objet de crédits fournisseurs,
- a le calcul de la VNC sur trois états annuels,
- a précisions sur le traitement des licences 2G et 3G.

Bouygues Telecom estime que l'intégration dans l'assiette de rémunération du capital de la VNC des immobilisations achetées à crédit est pertinente, à condition comme le précise clairement l'Autorité d'en exclure les frais financiers associés sous peine de double comptabilisation.

L'Autorité considère que la demi-somme des VNC précédemment appliquée ne permet pas de prendre en compte l'éventuelle saisonnalité des investissements, mais que le choix d'une moyenne sur trois états la reflète correctement. Nous observons que pour Bouygues Telecom, ce point influe sur environ 20% de l'assiette, l'essentiel de la valeur non amortie résultant d'investissements passés. L'impact en matière de fiabilité est estimé très faible.

Les précisions sur les traitements des licences dans l'assiette de rémunération du capital ou des coûts sont bienvenues : les traitements spécifiés sont conformes avec ceux déjà effectués par Bouygues Telecom dans ses comptes.

4.1.2 Retraitements de l'assiette de revenus

L'Autorité propose de comptabiliser les impayés non plus en augmentation des coûts commerciaux mais en déduction du chiffre d'affaires, afin d'éviter les difficultés d'interprétation entre les restitutions. La règle de la décision n°07-0128 semblait claire et ne pas ouvrir voie à interprétation, d'ailleurs Bouygues Telecom l'a toujours exécutée sans problème. La ventilation des impayés dans la maille d'analyse pertinente du CA n'est en revanche pas un exercice évident, si bien qu'une étude de faisabilité est nécessaire sur ce point chez Bouygues Telecom.

Nous ne pensons pas que la simplification de la comparaison doit passer par le changement des règles d'allocation d'une année sur l'autre, mais par la précision des contours lorsque cela est nécessaire. En l'occurrence l'Autorité ne précise pas les charges et produits qu'elle mentionne.

4.2 Allocation des coûts

4.2.1 Règles de classification

Classification des coûts de production

Bouygues Telecom souhaite voir la classification des coûts de réseau à la figure 10 du projet de décision renforcée, pour intégrer davantage d'éléments de coûts matériel (cf. annexe 1).

4.2.2 Etapes d'allocation

Les étapes d'allocation sont décrites schématiquement à la figure 15 du projet de décision.

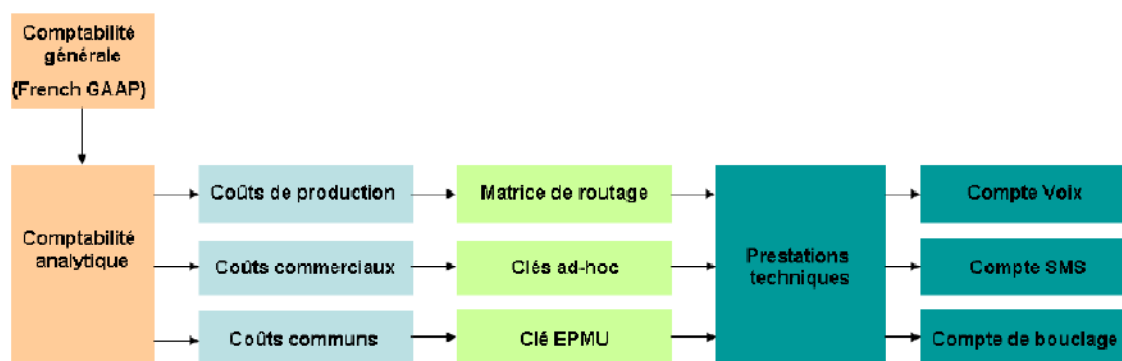


Figure 15. – Vision schématique de l'allocation des coûts

Dans le formalisme proposé par Bouygues Telecom, le modèle comptable n'exécute que l'étape 1 mentionnée à la page 50 du projet de décision :

« La première étape consiste à extraire les coûts de production, les coûts commerciaux et les coûts communs à partir de la base des immobilisations et de la comptabilité générale et analytique. Cette étape comprend également la collecte de l'ensemble des unités d'œuvre pertinentes pour l'allocation des coûts (par exemple, les volumes de trafic). Il convient de noter que les coûts « indirects » sont imputés en amont aux coûts de production, commerciaux et coûts communs ; »

Les seules unités d'œuvre collectées à cette étape sont les volumes de trafic et d'éventuelles clés d'allocation de coûts indirects en amont de l'individualisation des comptes.

Les autres étapes sont exécutées par le modèle technico-économique :

- a allocation aux fonctionnalités,
- a allocation aux prestations,
- a individualisation des comptes,
- a restitution du coût unitaire.

De façon annexe, nous remarquons que dans la vision schématique de la figure 15 la formation des comptes voix en dernière étape pose un problème de circularité dans la mesure où « *Les résultats de la première étape correspondent aux fiches n°1V, S et B* », ce qui implique que les comptes individualisés sont déjà formés en amont.

4.2.3 Règles d'allocation

Etant donné les éléments présentés au chapitre 3, il nous apparaît que certaines règles d'allocation présentées en annexe E du projet de décision ne sont plus nécessaires.

Allocation des coûts des sous-systèmes 2G et 3G aux fonctionnalités

Cette règle ne doit pas être maintenue dans les nouvelles spécifications comptables.

Allocation des coûts des sous-systèmes 2G et 3G entre prestations

Cette règle ne doit pas être maintenue dans les nouvelles spécifications comptables.

Allocation des coûts d'infrastructure des sites partagés entre 2G et 3G

Cette règle ne doit pas être maintenue dans les nouvelles spécifications comptables.

Allocation des redevances aux sous-systèmes 2G et 3G

Les charges de redevances sont renseignées directement au format de l'annexe 2.

Les règles d'allocation aux macroéléments ou aux prestations ne doivent pas être maintenues dans les nouvelles spécifications comptables.

Allocation de la taxe professionnelle aux sous-systèmes 2G et 3G

La taxe professionnelle sera allouée aux postes de coûts pour l'exercice 2009 au pro rata de la valeur brute de l'année 2009.

Allocation de la taxe professionnelle aux postes de coûts de production

La taxe professionnelle sera allouée aux postes de coûts pour l'exercice 2009 au pro rata de la valeur brute de l'année 2009.

Allocation des coûts des cartes SIM aux sous-systèmes 2G et 3G

Les coûts des cartes SIM ne sont pas isolés historiquement dans les restitutions de Bouygues Telecom, du fait de la difficulté de l'exercice. Une estimation de ces coûts sera entreprise pour l'exercice 2009.

Allocation des coûts du sous-système cœur de réseau

Les règles d'allocation aux macroéléments et aux prestations ne doivent pas être maintenues dans les nouvelles spécifications comptables.

Allocation des coûts de service universel

Le coût de service universel est renseigné à la catégorie « coûts divers » des fiches 1X. L'allocation aux services sera réalisée au pro rata des revenus de détail pertinents.

Allocation des coûts de portabilité

Les coûts de portabilité sortante sont renseignés dans la catégorie « Achat de capacité - Autres » des fiches 1X.

Matrice de routage et allocation aux prestations

Ces règles ne doivent pas être maintenues dans les nouvelles spécifications comptables.

Les volumes annuels des prestations servant à pondérer les facteurs de routage doivent en revanche être restitués afin d'alimenter le processus de calibrage du bottom-up.

Allocation aux macroéléments complémentaires

Les règles d'allocation aux macroéléments complémentaires ne doivent pas être maintenues dans les nouvelles spécifications comptables.

Allocation des taxes remplaçant la taxe professionnelle

- a La CFE (Cotisation Foncière des Entreprises) : ce montant peut être alloué comme l'est actuellement la taxe professionnelle, c'est-à-dire au pro rata de la valeur brute des immobilisations corporelles pertinentes de l'année courante.
- a La CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) : ce montant doit en théorie être alloué aux coûts proportionnellement à leur contribution à la valeur ajoutée, ce qui est très délicat à mettre en œuvre en pratique. Etant donné son montant « faible » relativement au coût total réglementaire², nous préconisons de renseigner ce montant dans le poste « Taxe locale » des coûts de production.
- a L'IFER (Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau) sous la forme d'un montant forfaitaire par antenne. Nous ne préconisons pas de règle sur ce point.

² Estimé à environ 0,5% pour l'exercice 2009

4.3 Restitution des coûts

Les fiches 1 sont le support pertinent de restitution des coûts dans le formalisme proposé. Le projet de décision prévoit désormais de ventiler les coûts d'exploitation aux postes de coûts réseau. Ce point est très structurant et impose une vision analytique très fine des ressources. Dans le cas où cette vision ne pourrait être produite à temps pour la restitution de l'exercice 2009, un jeu de clé ad hoc sera constitué pour allouer en respect du principe de causalité.

Les évolutions proposées concernant les fiches 2, 3 et 5 ne sont pas étudiées conformément à la méthodologie proposée.

5 Annexe 1 : Nomenclature proposée pour les coûts de réseau

Equipements techniques		
dont sous-système radio		
dont équipements de transmission		
Spécifique GSM		
BSS 2G (BTS)		spécifiques GSM
BSS 2G (TRX)		spécifiques GSM
BSS 2G (BSC)		spécifiques GSM
BSS 2G Lien BTS-BSC		spécifiques GSM
BSS 2G voix (TCU)		spécifiques GSM
BSS 2G data (PCU)		spécifiques GSM
BSS 2G autres		spécifiques GSM
Spécifique UMTS		
BSS 3G NodeB (hors CE)		spécifiques UMTS
BSS 3G NodeB (CE)		spécifiques UMTS
BSS 3G (RNC)		spécifiques UMTS
BSS 3G Lien Node B-RNC (cross connect ATM)		spécifiques UMTS
BSS 3G Autres (liens, etc.)		spécifiques UMTS
BSS 3G autres		spécifiques UMTS
Communs		
Transmission capillaire (FH)		communs 2G-3G
Transmission capillaire (DN, répéteurs)		communs 2G-3G
Data		communs 2G-3G
dont bâtiments		
Aménagements GSM (Pylone, shelter, EDF ...)		
Aménagements UMTS (Pylone, shelter, EDF ...)		
Communs		
dont sous-système cœur de réseau		
dont équipements de transmission		
BLR - cœur de réseau		
BSC - MSC/MGW (FH)		communs
RNC - MSC/MGW (FH)		communs
Autres		communs
Cœur de réseau		
Lien inter-MSC-IDF		communs
Lien inter-MSC/TSC/MGW (WDM, FO)		communs
Lien inter-MSC/TSC/MGW (LL)		communs
Commutation et routage IP		communs
Autres data		communs
Interconnexion		
Liens ORT voix (cartes ETC MSC/TSC)		communs
Liens GRX data (GGSN)		communs
dont équipements de commutation et routage		
MSC cœur		communs
TSC cœur		communs
MGW		communs
MSC-S		communs
SGSN		communs
Logiciel monolithique (features, palier)		communs
Logiciel NGN (features, palier)		communs
dont équipements complémentaires		
HLR		communs
EIR		communs

VMS	communs
PFS	communs
SC	communs
Autres	communs
Autres data	communs
dont bâtiments	
Autres	Communs
dont système d'information réseau	
Spécifique GSM	
Collecte, Valorisation	spécifiques GSM
Provisionnement	spécifiques GSM
Fraude & Obligations légales	spécifiques GSM
SIR	spécifiques GSM
PFS	spécifiques GSM
Spécifique UMTS	
Communs	

6 Annexe 2 : Nomenclature proposée pour les coûts hors réseau

Autres coûts de production

Taxes et Redevances	
Redevances radio	Fréquences GSM
	Fréquences UMTS
Redevances utilisation ressources numérotation	Ressources numérotation
Licences	Licences GSM
	Licences UMTS
Taxes locales	Taxes Locales

R & D	
Spécifique GSM	
Spécifique UMTS	
Communs	

Divers	
Spécifique GSM	
Spécifique UMTS	
Communs	
Contribution au service universel	

Achat d'interconnexion

Achat de capacité	
Fixe (BPN, LR, et autres)	
Mobile (BPN, LR, et autres)	
Autres	
SMS	
DATA	

Achat de volume	
Fixe (BPN, LR, et autres)	
Mobile (BPN, LR, et autres)	
Autres	
SMS	
DATA	

Prestations de Services

Services	
Production de services par l'opérateur	
Achat en gros de services et reversements	
	Voix
	SMS
	Data
Reversement itinérance de bout en bout	
Zones Blanches	
Roaming	

Coûts commerciaux et communs

II. ACTIVITES COMMERCIALES ET D'APRES-VENTE

Marketing et publicité	
	Marketing
	Publicité
	Autres
Distribution, vente et fidélisation	
	Distribution directe de produits de détail
	Distribution indirecte de produits de détail
	Vente de produits en gros aux opérateurs
	Achat de terminaux
	Autres
Service Client	
	Support après-vente
	Services d'assistance
Facturation et recouvrement	
	Concernant les revenus de détail
	Dont contentieux et créances douteuses
	Concernant les revenus de gros

Dont contentieux et créances douteuses

III. ACTIVITES COMMUNES

Système d'information commun

Siège

Frais généraux